



Consultation publique de la CRE relative ATRT 6.

Question 1 Considérez-vous que la CRE a correctement appréhendé les grands enjeux relatifs aux tarifs de transport de gaz naturel à l'horizon 2020 ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 2 Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration des tarifs ATRT6 ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 3 Etes-vous favorable à un maintien du calendrier de l'ATRT5, soit une évolution du tarif de transport au 1er avril de chaque année, assortie d'une visibilité sur l'évolution du tarif aux interconnexions pour l'ensemble de la période tarifaire ATRT6 ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 4 : Etes-vous favorable à une évolution annuelle des tarifs ATRT6 au 1er avril ainsi qu'à une évolution unique du tarif au moment de la création de la zone unique, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 5 Quel bilan tirez-vous de la mise en œuvre du tarif ATRT5 ? Etes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE concernant le cadre de régulation pour la période ATRT6 ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 6 La non-reconduction de la bonification de 300 points de base pour la période ATRT6 vous paraît-elle désormais souhaitable ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 7 Êtes-vous favorable à l'étude d'un mécanisme incitant GRTgaz et TIGF à la maîtrise de leurs coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 8 Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant GRTgaz à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs hors réseaux au même titre que les charges d'exploitation ? Que pensez-vous du mécanisme envisagé par la CRE ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 9 Avez-vous d'autres propositions à formuler concernant l'évolution de la régulation incitative des investissements de GRTgaz et de TIGF ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction pour GRTgaz et TIGF d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D où les sommes allouées à la R&D mais non utilisées seraient restituées aux utilisateurs en fin de période tarifaire ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 11 Que pensez-vous de la mise en place d'un bilan annuel des projets de R&D des GRT ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 12 Êtes-vous favorable au maintien d'un dispositif de régulation incitative de la qualité de service ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 13 Êtes-vous favorable à la suppression des trois indicateurs portant sur les délais de réalisation des raccordements, le nombre de réclamations et les délais de transmission aux GRD des fichiers relatifs aux enlèvements aux PITD ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 14 Êtes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des cinq données les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs ?

Le SPEGNN est favorable à ce principe. Il est essentiel pour les expéditeurs de disposer des meilleurs données disponibles pour réaliser leur équilibrage et minimiser leur exposition face au prix de règlement de déséquilibre.

Question 15 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur de qualité de service portant sur le nombre de jours où la capacité technique effective est inférieure au

maximum théorique de capacité ferme, ou préférez-vous que l'indicateur actuel soit maintenu, en détaillant les résultats par point ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 16 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des capacités fermes ? Sur quels points des réseaux de GRTgaz et de TIGF une incitation financière vous paraît-elle la plus pertinente ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 17 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur les prévisions non engageantes de maintenance ?

Oui, mais à la condition qu'elle soit engageante.

Question 18 Souhaitez-vous que soit supprimé le mécanisme existant de régulation incitative à la commercialisation des capacités ou préférez-vous que le taux de couverture au CRCP des recettes afférentes soit porté à 80% ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 19 Etes-vous favorable à la péréquation des tarifs de GRTgaz et TIGF, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Le SPEGNN rappelle que toute péréquation des tarifs entraîne des évolutions significatives de coûts pour certains fournisseurs. Ce point est à traiter avec soin par la CRE.

Question 20 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner la répartition des charges et des recettes des GRT sur les réseaux amont et aval ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 21 Etes-vous favorable à la stabilité de la répartition des recettes des GRT entre les entrées et les sorties du réseau principal ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 22 Etes-vous favorable à la démarche proposée par la CRE pour refléter les coûts des transits vers l'Italie et l'Espagne ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 23 Etes-vous favorable à l'imputation d'une partie des coûts relatifs à la création de la zone unique aux points d'entrée du réseau de transport ou uniquement sur les points de sortie du réseau principal ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 24 Etes-vous favorable à une évolution des tarifs aux PITS dans la même proportion que pour les autres termes d'entrées et de sortie du réseau principal ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 25 Etes-vous favorable à une prise en compte de la création de la zone unique dans le tarif ATRT6 au moment de cette création ou souhaitez-vous une évolution progressive ?

Le SPEGNN est favorable à une évolution progressive.

Question 26 Etes-vous favorable à une refonte des NTR ?

Le SPEGNN ne peut se prononcer de manière unanime sur ce point, au motif que : Autant pour un acteur national la péréquation à revenu constant est neutre, autant pour une ELD n'agissant que sur sa zone historique la réponse varie positivement ou négativement selon qu'elle soit en NTR 20 ou en NTR 1.

Notre position : ce point est à simuler avec soin par la CRE avec comme cible le respect maximal des intérêts de chaque fournisseur.

Question 27 Etes-vous favorable aux principes de refonte des NTR proposés par la CRE ?

Voir le point # 26.

Par ailleurs, toute refonte doit également tenir compte des engagements commerciaux existants et intervenir dans des délais réalistes au regard de ces engagements.

Question 28 Partagez-vous la préférence de la CRE pour la méthode 3 « nouveau calcul de tous les NTR en fonction de la distance au réseau principal et du diamètre des ouvrages pour TIGF, en excluant les hausses de NTR » ?

Voir le point # 26.

Question 29 Préférez-vous que le NTR maximal soit fixé à 8 ou bien à 12 ?

Voir le point # 26.

Question 30 Avez-vous d'autres remarques concernant la révision des NTR à l'étude ?

Voir le point # 26.

Question 31 Etes-vous favorable à la répercussion du transfert des charges « 3R » sur le terme de capacité de livraison aux PTD ?

Le SPEGNN est favorable au transfert des charges « 3R » sur le terme de livraison de capacité. En effet, l'exploitation des postes de livraison relevant des dispositions des transporteurs, les distributeurs ont ni la possibilité de peser sur les travaux décidés par le transporteur, qui est le seul maître de ses dépenses, ni la pertinence et la légitimité en termes de prescriptions sur ce point. De plus, cette opération serait neutre pour les consommateurs, car ces charges sont jusqu'à présent portées aux coûts d'exploitations des réseaux de distribution et entrent à ce titre dans le calcul de l'ATRD.

Le SPEGNN estime par ailleurs que les frais de fonctionnement des utilités pourraient être intégrés dans les frais d'exploitation et de maintenance courante des postes et pris en compte dans les tarifs transport. En effet, il s'agit là aussi de charges pour lesquelles les distributeurs ne sont ni prescripteurs ni décideurs ni utilisateurs. De plus, en maîtrisant tous les points d'alimentations électriques des postes de livraison, les transporteurs peuvent prétendre à une gestion efficace de la fourniture au travers d'une offre de fourniture groupée et d'une maîtrise technique de l'alimentation de leurs installations.

Question 32 : Etes-vous favorable à la création d'une « remise développement » visant à réduire le coût des nouveaux raccordements et des adaptations de postes existants ?

Le coût d'un raccordement au réseau de transport ou d'adaptation d'un poste existant, est un frein au développement du gaz. En effet, l'augmentation significative au cours des dernières années de ce poste de dépense a pu affecter la rentabilité des projets.

De fait, le SPEGNN ne peut être que favorable à l'introduction d'un système de « remise développement », qui permettrait de dynamiser et favoriser le développement du gaz et profiterait au final à la communauté gazière, au travers de l'augmentation des quantités de gaz acheminées par les transporteurs et les distributeurs.

Question 33 : Etes-vous favorable aux modalités proposés par les GRT pour le calcul et l'application d'une telle « remise développement » ?

Le SPEGNN est favorable aux modalités proposées par GRTgaz, soit une remise de tout ou partie du coût de l'investissement au regard des recettes d'acheminement générées sur une période de 15 ans. En effet, le retour d'expérience montre qu'un réseau public de distribution en développement devient mature en termes de clients raccordés, en moyenne, à partir de 15 ans. Par ailleurs, dans le cas de desserte de nouvelles communes, les distributeurs supportent l'intégralité des coûts de développement et de raccordement.

Réduire la « remise développement » à 60% comme le propose TIGF ou 50% tel qu'envisagé par la CRE et la période d'étude à 10 ans limiterait la relance de l'activité

gazière souhaitée tant par les transporteurs que par les distributeurs. Cependant, la mise en œuvre de cette « remise développement » tel que proposé par la CRE, serait une première étape à laquelle adhère le SPEGNN.

Le SPEGNN pense en outre que l'assiette de calcul de cette « remise développement » devrait prendre en compte les coûts de raccordement des utilités. En effet, ce poste de dépenses peut constituer une part non négligeable du coût d'un nouveau raccordement et peut contribuer à pénaliser la faisabilité d'un projet. De plus, comme exposé à la question 31, les distributeurs ont ni la possibilité de peser sur les travaux décidés par le transporteur, qui est le seul prescripteur et le seul maître de ses dépenses, ni la pertinence et la légitimité en termes de prescriptions. Ainsi, la répercussion des coûts correspondants n'induit aucune régulation et n'incite pas à la solution de moindre coût.

S'agissant des garanties nécessaires à apporter aux GRT et souhaitées par la CRE, il est important de rappeler le cadre réglementaire et notamment le décret 2008-740 du 28 juillet 2008 relatif au développement de la desserte gazière et aux extensions des réseaux publics de distribution de gaz naturel et l'arrêté du 28 juillet 2008 fixant le taux de rentabilité des opérations de desserte gazière. Dans tous les cas, les GRD doivent ainsi justifier de la rentabilité des nouvelles dessertes ou encore des extensions, notamment vis-à-vis des autorités concédantes. Dans ce cadre, les nouveaux modèles des contrats de concession prévoient explicitement ces dispositions. Et plus spécifiquement pour les nouvelles dessertes, une annexe spécifique aux travaux de 1er établissement exposant notamment le périmètre de la desserte envisagé et sa rentabilité est signé par le GRD et l'autorité concédante.

Soumettre l'octroi de la « remise développement » à d'autres garanties que celles exposées ci-avant, notamment de souscription, paraît difficilement réalisable et pose le problème du traitement des informations commercialement sensibles. Le SPEGNN n'y est pas favorable.

Enfin, la mise en œuvre de la « remise développement » tendrait à diminuer les ATRD des nouvelles concessions, le niveau des tarifs des nouvelles concessions dépendant en effet des coûts d'investissement.

Question 34 Etes-vous favorable à la création d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 35 Etes-vous favorable à la création de 35 GWh/j de capacité ferme à Obergailbach dans le sens France-Allemagne ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 36 Avez-vous d'autres remarques ou suggestions d'évolutions concernant le futur tarif ATRT6 ?

NON

Question 37 Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du tarif ATTM5 ?

NON

Question 38 Etes-vous favorable au cadre de régulation envisagé par la CRE pour la période ATTM5 ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 39 Considérez-vous que les services actuellement offerts par les terminaux méthaniers régulés sont de nature à attirer de nouveaux utilisateurs dans le terminal ? Quelles modifications de l'offre proposeriez-vous ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 40 En tant qu'utilisateur ou utilisateur potentiel des terminaux, estimez-vous pertinent de continuer à favoriser la flexibilité à l'amont plutôt qu'à l'aval ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 41 Pensez-vous qu'il serait pertinent de permettre la réservation, dès l'établissement du programme annuel, d'opérations autres que les déchargements ? Sous quelles conditions ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 42 Quels développements attendez-vous du chargement de camions citernes et quelles évolutions pourraient être mises en place dans le cadre de l'ATTM5 afin d'en faciliter le développement ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 43 Etes-vous satisfaits des publications réalisées par les gestionnaires de terminaux méthaniers sur leurs sites internet ? Estimez-vous pertinent de suivre publications par des indicateurs de qualité de service ?

Le SPEGNN ne se prononce pas sur ce point.

Question 44 Avez-vous d'autres remarques ou suggestions d'évolutions dans le cadre de l'ATTM5 ?

NON